

LES PAYSANS

Avant le 1^{er} avril, en principe, devraient être fixés les prix agricoles européens. Chaque année la tâche est difficile. En 1982, elle risque d'être encore plus rude. La France est isolée, constate M. Aurillac, et nos exportations ont été rendues plus malaisées. Pourtant il faut conquérir la confiance des exploitants, estime M. Avolio, savoir leur parler pour les rassurer. Les agriculteurs ont aussi besoin du Plan, pense M. Lafaurie.

Le point de vue d'un syndicaliste italien

« Donner aux agriculteurs ce qu'ils veulent ne suffit pas » nous déclare M. Giuseppe Avolio

La France a du mal à intégrer ses paysans. Pour les uns, ils sont un rappel trop récent de leur passé. Pour les autres, une mauvaise conscience, l'image du temps de l'équilibre, de la vie difficile aussi. Et les lieux communs de pleuvoir : ils ne paient pas d'impôts, ils s'entraident, ils vivent de subventions, ils ont la nature pour eux, etc. Gens de gauche et gens de droite n'ont pas un discours fondamentalement différent sur « le paysan ». Quant aux discours politiques, la droite a su habilement récupérer l'électorat paysan par un propos simplificateur, moralisateur et reconfortant, ce qui lui était facile, tandis que la gauche non communiste laissait toujours dépasser la pointe d'une oreille d'idéologue, ce qui lui était naturel.

Minorité assiégée, la paysannerie a fait bloc, famille agricole d'abord, famille française ensuite, cette unité trouvant sa souplesse dans la multiplicité des rouages et des relais de l'appareil syndical professionnel. La diversité des éléments composant l'édifice permettait aux différentes

sensibilités du monde paysan de trouver leur place, tout en assurant l'équilibre de l'ensemble. Et cela depuis trente-six ans.

Sans surestimer l'importance de ces mouvements, la reconnaissance par le gouvernement de la Confédération nationale syndicale des travailleurs paysans (C.N.S.T.P.) ou du MODEF constitue une révolution. Non pas tant parce que le syndicalisme traditionnel y perd sa place d'interlocuteur unique, mais surtout parce que le monde paysan découvre qu'il a réussi à produire l'impensable : une expression paysanne qui ne trouve pas sa place dans la nébuleuse des organisations existantes, rompant les liens quasi physiques de l'unité du corps. A la mécanique bien huilée qui absorbait toutes les divergences ont échappé deux rejets qui refusent les convenances du système.

Avec d'un côté, désormais, un soleil qui doute et qui accessoirement le combat, de l'autre deux petites planètes, encore peu peuplées, qui principalement le soutiennent, le gouvernement français se trouve dans une situation inédite. Il n'a retenu que l'accessoire, l'opposition politique de la F.N.S.E.A., méconnaissant la donnée de fond : être paysan, c'est un état qui se confond pour la plus grande masse avec les organisations qu'ils se sont données.

Pour M. Avolio, ancien parlementaire socialiste, président de la Confcoltivatori, seconde organisation agricole italienne, cette unité de fait du mouvement agricole français est un atout qu'il ne faudrait pas gâcher. Bien qu'on ne puisse établir un parallèle entre les deux pays, les réflexions qu'il fait sur la situation italienne sont éclairantes aussi pour la France.

« Rassurer et savoir parler »

« Donner aux agriculteurs ce qu'ils veulent ne suffit pas. Il faut aussi conquérir leur confiance. Il est nécessaire pour les rassurer de savoir leur parler. La gauche italienne a perdu la partie en 1945, dans les campagnes. En France, le gouvernement est en difficulté, non pas dans l'industrie, mais dans les campagnes, là où pourtant il a déjà plus donné que le gouvernement précédent. Rassurer et savoir parler nécessite une grande élaboration théorique. Nous avons mis du temps pour le faire, et encore tous ne sont pas d'accord pour comprendre que, si nous voulions être crédibles parmi les agriculteurs, il fallait se présenter autrement que comme une organisation de gauche.

« Compte tenu de l'origine des forces qui ont constitué la Confcoltivatori, ce n'est pas facile.

« C'est exact. En 1977, trois mouvements décident de fusionner. Il y a l'Alleanza contadini, influencée par le P.C. et le P.S., la Fédération des métayers, alors rattachée à la C.G.I.L., et une partie de l'Unione coltivatori italiani, socialiste. Aujourd'hui, notre organisation est la seconde en Italie. Pourquoi ? Parce qu'à la différence des autres nous avons tenu à être autonomes des partis, des syndicats, des gouvernements centraux et régionaux, et que nous voulons entretenir des rapports de parité avec tous les partis et avec aussi les autres syndicats qui, eux, sont encore liés aux mouvements politiques. La Coddiretti dit qu'elle veut se détacher de la démocratie chrétienne, devenir autonome, mais confirme dans ses textes son respect pour l'inspiration chrétienne-sociale de la D.C. De même la Confagricoltura, proche du parti libéral, mais son président, M. Diana, est élu à l'Assemblée européenne sur la liste de la D.C. D'ailleurs, la Coldiretti, qui a dominé pendant trente ans chez les petits exploitants, s'inquiète de la percée qu'opère la Confagricoltura dans ses troupes. Nous, nous refusons de faire un choix idéologique. Nous voulons être le point de rencontre de toutes les forces, une simple organisation professionnelle.

« Mais, encore une fois, nous croyons que le COPA doit être l'organisation de tous les agriculteurs. Si nous y entrons, j'accepterai les positions minoritaires et j'accepterai d'être minoritaire, car je suis un optimiste viscéral : je pense que je peux y entrer pour influencer les autres. L'unité est nécessaire en Italie pour que l'agriculture soit effectivement intégrée dans l'économie nationale. Elle est nécessaire à Bruxelles aussi. »

pour la défense du revenu, mais aussi, et c'est pour cela que toutes les forces sont nécessaires, pour le rééquilibrage entre l'agriculture et l'industrie, entre la campagne et la ville.

« Chaque organisation syndicale défend comme vous la thèse de l'autonomie, du caractère strictement professionnel.

« Oui, mais nous sommes les seuls à n'être réellement liés à aucun parti, et nous recherchons en même temps l'unité, parce que, dans ce pays, l'agriculture a été marginalisée du fait de la division de sa représentation. Cette recherche ne peut avoir lieu que s'il n'y a pas de mur idéologique.

« Concrètement, comment se manifeste cette unité ?

« Les trois organisations se sont entendues sur des critères de représentativité. Par exemple, lors de la division des biens des organisations fascistes qui vient de se faire, nous avons obtenu le quart du patrimoine. Nous avons monté, les trois syndicats ensemble, une organisation de tourisme rural, c'est un petit début. Et puis, nous demandons notre adhésion au Comité d'organisation des organisations agricoles européennes (COPA).

« Quel est le rapport avec l'unité ?

« Eh bien ! la Commission européenne reconnaît le COPA comme seul interlocuteur. Le seul moyen donc de défendre les intérêts des agriculteurs, c'est d'être membre du COPA.

« A la création du COPA, les organisations socialistes et communistes ont été maintenues à l'écart. C'était une réflexion idéologique et non professionnelle. Avant la fondation de la Confcoltivatori, les organisations non membres du COPA étaient regroupées au niveau européen dans le COMEPEA, une sorte de COPA de gauche. Nous avons estimé nécessaire de le dissoudre, car il n'y a aucune raison que nous acceptions d'être différents des autres, avec moins de droits que les autres.

« Mais vous n'êtes toujours pas membre du COPA.

« Nous demandons depuis trois ans à entrer au COPA. Celui-ci ne répond pas officiellement. S'il n'est qu'une organisation professionnelle, nous devons y être, sinon le COPA doit dire pourquoi. Si on refuse notre entrée, parce que nous venons de gauche, cela veut dire que le COPA est de droite. L'ancien président du COPA, le baron von Herрман, président de la Fédération allemande des agriculteurs, a reconnu le bien-fondé de ma démarche tout en indiquant qu'un nouveau syndicat ne pouvait être admis qu'avec l'accord unanime des organisations membres du COPA de l'Etat considéré.

« Dans ce cas, le MODEF, qui en France demande lui aussi à entrer au COPA, devrait obtenir l'accord de la F.N.S.E.A.

« Le MODEF en France se situait sur des bases différentes des nôtres. Nous, nous étions reconnus déjà par le gouvernement et nous acceptons l'idée de l'Europe et de son élargissement. Mais vous me dites que le MODEF veut entrer au COPA. Eh bien ! la F.N.S.E.A. dira non. La situation est la même sur ce point qu'en Italie.

« Il n'y a pas d'issue.

« Je refuse qu'on constitue, au plan européen, plusieurs organisations. Ce serait négatif pour l'agriculture. Sur le plan national, ce sont les circonstances historiques qui ont fait le pluralisme syndical, mais il faut tout faire pour éviter de politiser le mouvement syndical agricole, car les divisions qui s'ensuivent sont préjudiciables pour l'agriculture, et l'histoire de l'après-guerre en Italie le montre bien. Tant que nous ne sommes pas au COPA, nous demandons à être reçus et entendus au même titre que lui par la Commission européenne, son président M. Thorn, M. Dalsager, le commissaire chargé de l'agriculture, et par M. Piet Dankert aussi, le président de l'Assemblée européenne.

« Mais, encore une fois, nous croyons que le COPA doit être l'organisation de tous les agriculteurs. Si nous y entrons, j'accepterai les positions minoritaires et j'accepterai d'être minoritaire, car je suis un optimiste viscéral : je pense que je peux y entrer pour influencer les autres. L'unité est nécessaire en Italie pour que l'agriculture soit effectivement intégrée dans l'économie nationale. Elle est nécessaire à Bruxelles aussi. »

Propos recueillis par JACQUES GRALL.

Les exploitants ont besoin du Plan

par JEAN-PIERRE LAFAURIE (*)

Les rapports conflictuels entre le gouvernement et certaines organisations agricoles, quelques manifestations plus violentes que d'habitude, la tenue d'un grand rassemblement à Paris peuvent laisser croire que la crise actuelle est purement conjoncturelle, essentiellement politique, personnalisée même, et que tout cela finira bien par se tasser lorsque chacun, après l'épreuve de force, sera entré dans la voie des concessions, du compromis.

Les choses sont moins simples et la crise plus sérieuse : une neutralisation des appareils syndicaux ou des changements de responsable ne suffiront pas à régler le problème.

La crise a mûri lentement. A-t-elle débuté en 1973 ? Peut-être ! Mais la hausse du prix des produits pétroliers n'explique pas tout ; la sécheresse de 1976, que les agriculteurs n'ont pas encore fini de payer, n'a rien arrangé ; les incertitudes du temps présent servent simplement de révélateur.

Pendant quinze ans, jusqu'en 1972/1974, les agriculteurs français, du moins ceux qui ont pu rester à la terre, ont vécu une période de prospérité : augmentation du revenu, investissements réalisés dans de bonnes conditions, rendements croissants, politique européenne très favorable aux intérêts français. Cette « belle époque » a eu certes ses ombres ; par exemple une très forte émigration et une insertion difficile des fils de ruraux dans les banlieues urbaines, mais la mémoire collective paysanne ne garde souvenir que des aspects positifs. De là vient tout naturellement la popularité du maire de Paris dans les milieux agricoles. Il ne fit pas grand-chose en tant que ministre de l'agriculture, resta peu rue de Varenne (20 mois à peine), négocia médiocrement les règlements d'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun, accepta que soient pérennisés les montants compensatoires monétaires, et quitta l'hôtel Matignon au plus fort de la sécheresse de 1976 sans arrêter la moindre mesure d'urgence. Mais voilà, il a été ministre de la prospérité et cela suffit.

Les incompréhensions réciproques

Que s'est-il passé depuis huit ou dix ans ?

« Une baisse du revenu, ou du moins une stagnation, pour la quasi-totalité des agriculteurs, grands et petits ; l'instrument de mesure — les comptes annuels de l'agriculture — est certes très imparfait et scientifiquement discutable, mais le phénomène est indiscutable (— 20 % en huit ans) ;

« des rendements qui ne progressent presque plus malgré les efforts déployés, et cela est rarement souligné. Pendant les années 60, les progrès de productivité ont été spectaculaires, mais depuis dix ans, l'agriculture française est entrée, dans de nombreux secteurs, dans une phase de « rendements décroissants ». La hausse des prix de l'énergie et des consommations intermédiaires a compliqué encore les choses, mais n'en est pas la cause directe ou unique ;

« une crise de confiance dans l'évolution de la politique agricole européenne, et ce dès l'adhésion du Royaume-Uni. Si l'on parcourt aujourd'hui les déclarations faites, il y a dix ans, par les dirigeants syndicaux de l'époque (beaucoup sont encore là aujourd'hui), l'élargissement de la C.E.E. devait donner une chance nouvelle à l'agriculture de notre pays. Très vite il a fallu déchanter. Les négociations annuelles pour la fixation des prix ont été de plus en plus dures. Des conflits insurmontables sont apparus pour la répartition de la charge financière. La plupart des agriculteurs ne suivent pas le détail des choses, mais sentent fort bien que cela va mal et a peu de chance de s'arranger. Comment ne pas être découragé lorsqu'une part importante du résultat annuel d'une exploitation est fixée à la suite d'une négociation complexe débouchant sur quelques compromis boiteux aux petites heures d'un matin d'avril ? Les ministres successifs sont toujours satisfaits, mais les agriculteurs...

Tout cela est en général bien connu, et l'était bien avant le 10 mai 1981. M. Barre, dit-on, prétendait que l'agriculture serait « l'Algérie » de son successeur. Cela ne l'a pas empêché de couvrir de son autorité une loi d'orientation — votée par le Parlement au printemps 1980 — médiocre dans son inspiration et étriquée dans son dispositif.

La nouvelle donne politique aurait dû permettre de jeter un œil neuf sur l'ensemble du dossier. Les incompréhensions réciproques, l'action de ceux qui avaient un intérêt objectif à attiser un feu, qui ne de-

mandait qu'à prendre, rendent les choses maintenant bien difficiles.

Beaucoup d'idées intéressantes ont été avancées : des installations plus nombreuses, un marché foncier maîtrisé, une répartition plus juste de l'argent public, un effort soutenu de recherche, une réforme profonde des règles du Marché commun, une négociation globale avec les Etats-Unis, une politique vigoureuse d'exportation. Tout cela est sans doute utile, mais nécessite de très longs délais de mise en œuvre et encore davantage de temps pour modifier les comportements des agriculteurs.

La réforme de la politique agricole commune est par exemple quasi impossible, compte tenu de la complexité et de l'imbrication des intérêts en cause, sauf à abandonner en route quelques-uns des principes qui font son intérêt pour l'agriculture ou les finances publiques françaises. Quant à débattre des mérites respectifs du modèle « agro-agricole des néo-agriculteurs » ou « auto-centré de développement » (Le Monde des 22/1/1982 et 23/2/1982), ce n'est vraiment plus le moment.

Que faire ? Beaucoup de bons esprits pensent sans doute que le temps fera son œuvre, après quelques flambées de colère, une ou deux négociations bien réussies ou bien présentées à Bruxelles et, pourquoi pas, quelques économies budgétaires. Le danger de cette attitude est d'aboutir dans quelques années à une agriculture boudeuse et frileuse, obsolète, incapable de résister à la concurrence des partenaires européens, exigeant une protection renforcée aux frontières, bref à l'agriculture de Méditerranée.

Comme pour les autres secteurs de l'économie, afin de maintenir en bon état de marche leur « outil de production », les agriculteurs français ont besoin de sécurité et de garanties quant à l'évolution de leurs revenus, à l'amortissement de leurs investissements, à l'orientation de leurs productions. Il faut un cadre cohérent et suffisamment précis dans lequel ils puissent insérer leurs décisions.

L'agriculture doit donc être partie intégrante du plan de 5 ans (1983-1988), et non pas considérée tel un secteur mineur et secondaire, comme ce fut le cas pour le plan intermédiaire. Cela peut être fait sans démagogie, avec sérénité et réalisme, dans un esprit tout différent des conférences annuelles des dix dernières années. Le débat ne concerne pas les seuls agriculteurs mais l'ensemble de la collectivité nationale. Il faudra admettre que les objectifs fixés peuvent générer un coût budgétaire, mais aussi que certaines rentes de situation ont assez duré ; réévaluer sans complaisance et sans a priori ce que le Marché commun peut encore apporter et ce qu'il ne peut pas faire ; prendre la juste mesure des besoins du monde et des progrès des autres agricultures.

Les agriculteurs, dans leur majorité, ne sont pas pour le moment favorables au gouvernement — c'est un fait. Aucun citoyen de bonne foi ne peut souhaiter que cela se transforme en « jacquerie ». Un débat démocratique, dans une planification elle-même démocratique, est un pari qui vaut la peine d'être lancé et tenu.

(*) Ancien directeur de la Fédération nationale du crédit agricole.

Le dernier marathon ?

par MICHEL AURILLAC (*)

L'EUROPE agricole s'essouffle, les négociations sur les prix s'éternisent, repoussant ainsi de jour en jour les décisions que le conseil des ministres de l'agriculture de la Communauté n'arrive plus à prendre. C'est bien dommage ! Car ainsi s'affaiblit la mission des chefs d'Etat. D'arbitres, ils deviennent gestionnaires tatillons de problèmes, dont la solution devrait être déjà étudiée, puis définie, avant d'arriver à la décision politique.

Pourtant si les prix ne suffisent pas à régler les graves difficultés de l'agriculture française, il est nécessaire que ceux-ci soient fixés rapidement, non seulement pour l'impact psychologique qu'ils représentent et entraînent sur le marché, mais surtout pour savoir comment, sur le plan politique, et avec quelle détermination, le gouvernement entend réagir à l'égard d'un secteur essentiel et stratégique de notre économie, placée dans un monde d'insécurité. L'arme alimentaire ne doit pas être négligée. Il faut bien le savoir, le pays capable d'assurer son indépendance alimentaire possède, de ce fait, la garantie de son indépendance politique. Cela est vrai aussi de l'Europe, même si ses dirigeants paraissent l'oublier.

Alors que le gouvernement socialiste a pris comme thème majeur dans la conduite de ses actions celui de la solidarité nationale, on peut déplorer qu'il n'ait pas jugé bon, lors de la dernière conférence annuelle, de combler le déficit du revenu des agriculteurs pour l'année 1981.

Il n'a accordé que 5,5 milliards pour une perte de l'ordre de 9 à 10 milliards. Parallèlement, sa politique de non-concertation avec la profession agricole, le démantèlement du ministère de l'agriculture et la dispersion de ses attributions de formation, de recherche et de contrôle, qui ont pour conséquence néfaste d'entraîner un affaiblissement des agriculteurs, montrent à l'évidence le désintérêt du gouvernement, et conduisent hélas son isolement face à ses partenaires.

Pourtant cette négociation à Bruxelles est capitale pour l'avenir de notre agriculture et donc de l'Europe.

Qui trouvons-nous à la table des négociations ? Les Anglais, eux, n'ont pas participé, au début de la construction européenne, donc au grand élan des années 60 qui a vu la mise en place des contreforts de la politique agricole commune, permettant ainsi un développement considérable de l'agriculture européenne. Ils ne cherchent aujourd'hui, au mépris de la réglementation et de l'esprit communautaire, qu'à satisfaire leur égoïsme national par une politique du « juste retour » et de limitation de leur contribution financière au budget de la Communauté.

Les Allemands, ensuite, trouvent que l'agriculture coûte trop cher et ne souhaitent qu'un plafonnement des dépenses qui aurait pour conséquence le gel de l'expansion de notre propre agriculture.

Devant de telles difficultés, le gouvernement français n'a pas su se ménager l'alliance de certains partenaires, comme l'Italie, pour faire front.

Par une politique maladroite, notamment dans ce que l'on a appelé la « guerre du vin », la France s'est brouillée avec son partenaire en sacrifiant ses intérêts personnels, puis-

que notre balance commerciale est positive avec ce pays, et tout cela sans atteindre l'objectif recherché ; c'est-à-dire l'arrêt des importations de vin sicilien.

A cet isolement politique de la France viennent s'ajouter les conséquences dangereuses de la politique économique du gouvernement. En effet, avec la dévaluation du franc, la dépréciation continue de notre monnaie, par rapport au D.M., les montants compensatoires monétaires (M.C.M.) ont été rétablis aux frontières, les faisant passer de 3 % en mai 1981 à environ 8 % de nos jours. Tout cela est préjudiciable à notre agriculture, car ces M.C.M. représentent un frein aux exportations de nos produits agricoles. Pourtant, l'agro-alimentaire reste le principal secteur positif de notre balance commerciale, déjà lourdement déficitaire.

Devant une telle situation, le gouvernement doit faire preuve d'une très grande fermeté vis-à-vis de ses partenaires à Bruxelles, de manière à obtenir une augmentation moyenne de prix de 16 %, sans oublier pour autant que la hiérarchisation des prix est nécessaire à l'orientation du développement de certains secteurs de notre agriculture.

Mais il ne faut pas perdre de vue que cette augmentation moyenne de 16 % des prix ne représente qu'une partie de ce qui est nécessaire pour combler la perte de revenu des agriculteurs. Pourquoi ?

« Parce que, d'une part, seuls les prix de marché touchent directement le revenu et qu'il n'y a pas forcément une corrélation entre ces prix de marché et les prix indicatifs fixés à Bruxelles.

« Parce que, d'autre part, la fixation des prix à Bruxelles ne concerne qu'un peu moins de la moitié des produits agricoles français bénéficiant d'une gestion communautaire.

Or la commission ne propose que 9 % d'augmentation ; c'est loin d'être suffisant ! Même si les négociations progressent, la commission n'ira pas jusqu'aux 16 %. Il restera cette solution de facilité, artificielle de surcroît, qui consiste à dévaluer le franc vert, et qui isole davantage l'économie agricole, provoquant la disparité entre prix agricoles et prix industriels.

Dans le passé, la France a montré qu'une position déterminée à Bruxelles était payante.

Aujourd'hui, majorité et opposition paraissent d'accord pour critiquer Bruxelles, mais leurs démarches n'ont pas le même but. L'opposition croit en l'agriculture, en sa modernisation, dans sa capacité à se développer. La majorité socialiste et communiste ne voit dans le monde agricole qu'un champ de manœuvres pour une lutte des classes rétrogrades et un dirigisme incompatible avec le Marché commun.

Prenons garde que la fermeté socialiste et la menace de se retirer de la Communauté ne cachent une manœuvre habile qui permettrait d'habiller ce retrait de la probité candide et du lin blanc de l'intérêt national pour pouvoir, à l'aise, poursuivre en vase clos, la mise au pas de l'agriculture française. Prenons garde que ce ne soit le dernier marathon agricole...

(*) Président du Club 89, ancien député R.P.R. de l'Indre.

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants : Jacques Fauvet, directeur de la publication. Claude Julien.
Imprimerie du « Monde », 5, r. des Italiens, PARIS-IX^e.
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 862 F 1 241 F 1 620 F
ÉTRANGER
(par messageries)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F
II. - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1 230 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.